

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

X I I I I <sup>e</sup> L É G I S L A T U R E

# Compte rendu

## **Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République**

- Examen, en application de l'article 88 du Règlement, des amendements au projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, de réforme des collectivités territoriales (n° 2720) (M. Dominique Perben, rapporteur)..... 2

Mercredi

15 septembre 2010

Séance de 14 heures 30

Compte rendu n° 88

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2009-2010

**Présidence  
de M. Jean-Luc  
Warsmann,  
Président**



*La séance est ouverte à 14 heures 30.*

*Présidence de M. Jean-Luc Warsmann, président.*

*La Commission examine, en application de l'article 88 du Règlement, des amendements au projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, de réforme des collectivités territoriales (n° 2720) (M. Dominique Perben, rapporteur).*

**Mme Sandrine Mazetier.** M. le Président, vous venez de renvoyer la suite de nos débats sur le projet de loi relatif à l'immigration à seize heures, horaire auquel est prévu l'examen en séance publique d'un texte dont est saisie notre Commission, ce qui n'est pas acceptable.

**Le Président.** Dès la fin de la présente réunion, je m'entretiendrai avec le Président de l'Assemblée sur ce sujet. Il pourrait aussi être envisagé de reprendre nos travaux de Commission à l'heure du dîner, à la levée de la séance publique de cet après-midi, voire à la levée de la séance de nuit... Je pense que seize heures est un horaire plus favorable à nos débats...

**Mme Sandrine Mazetier.** J'insiste, M. le Président, une telle concomitance ne serait pas acceptable !

**Le Président.** Nous abordons, en application de l'article 88 de notre Règlement, l'examen des amendements déposés sur le projet de loi de réforme des collectivités territoriales.

**Avant l'article 1<sup>er</sup> AA.**

*La Commission repousse l'amendement n° 122 de M. Bernard Derosier.*

**Article 1<sup>er</sup> AA** (article L. 3113-1 A [nouveau] du code général des collectivités territoriales) : *Division du département en territoires :*

*La Commission repousse les amendements n<sup>os</sup> 123 et 121 de M. Bernard Derosier, ainsi que l'amendement n° 11 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier.*

**Article 1<sup>er</sup> A :** *Principes du mode de scrutin pour l'élection du conseiller territorial :*

*La Commission repousse les amendements n<sup>os</sup> 24 de M. André Chassaigne, 170 de M. Bernard Derosier, 195, 199, 198, 197 et 196 de M. François de Rugy, 279 de Mme Huguette Bello, 193 de M. François Sauvadet, 164 et 163 de M. Alain Rousset.*

**Article 1<sup>er</sup> B** (article L. 210-1 du code électoral) : *Seuil de suffrages nécessaire pour le maintien au second tour aux élections cantonales :*

*La Commission repousse les amendements n<sup>os</sup> 25 de M. André Chassaigne, 124 de M. Bernard Derosier et 71 de M. Franck Reynier.*

**Article 1<sup>er</sup> C :** *Principes de délimitation des cantons :*

*La Commission repousse l'amendement n° 2 de M. Yves Vandewalle.*

**Article 1<sup>er</sup> D** (article L. 221 du code électoral) : *Remplacement des conseillers généraux dont le siège devient vacant :*

*La Commission repousse l'amendement n° 106 de Mme Françoise Branget.*

**Article 1<sup>er</sup> bis A** : *Principes de délimitation des circonscriptions d'élection des conseillers territoriaux :*

*La Commission repousse l'amendement n° 127 de M. Bernard Derosier.*

**Article 1er bis B et Tableau annexé** : *Fixation du nombre de conseillers territoriaux pour chaque département :*

*La Commission repousse les amendements n<sup>os</sup> 9 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier, 15 de M. Jean-Marie Binetruy, 270 de M. Joël Giraud, 273 de M. Jean-Pierre Marcon, 272 de M. Joël Giraud, 82 rectifié de Mme Brigitte Barèges et 280 de M. Olivier Jardé.*

**M. Bernard Derosier.** Vous iriez plus vite à nous signaler ceux des amendements auxquels vous êtes favorable, M. le rapporteur !

**Article 1er bis C** (article L. 46-1 du code électoral) : *Règles de cumul de mandats locaux :*

*La Commission adopte l'amendement rédactionnel CL 2 du rapporteur.*

**M. le Président.** Vous voici exaucé, M. Derosier !

**Article 2** (art. L. 5211-6, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-7, L. 5214-7, L. 5215-10 et L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales) : *Désignation des délégués des communes au sein des établissements publics de coopération intercommunale :*

*La Commission repousse les amendements n<sup>os</sup> 200 de M. François de Rugy, 72, 73 et 74 de Mme Brigitte Barèges. Puis elle accepte l'amendement n° 107 de M. Dominique Perben. Elle repousse les amendements n<sup>os</sup> 75 de Mme Brigitte Barèges, 184 et 185 de M. Michel Raison, 1 rectifié de M. Émile Blessig, 76 de Mme Brigitte Barèges et 132 de M. Bernard Derosier.*

**Article 5 A** (art. L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales) : *Modalités de création des communautés d'agglomération, des communautés urbaines et des métropoles :*

*La Commission repousse l'amendement n° 288 de M. Jean-Claude Sandrier.*

**Article 5** (chapitre VII [nouveau] du titre I<sup>er</sup> du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales) : *Création, compétences et régime juridique et financier des métropoles :*

*La Commission repousse les amendements n<sup>os</sup> 166 et 165 de M. Alain Rousset, 3 de M. Jean-Sébastien Vialatte, 241 de M. Philippe Vigier, 30 et 31 de M. André Chassaigne, 83 de M. Jacques Pélissard, 23 de Mme Maryse Joissains-Masini, 146 de M. Bernard Derosier, 22 de Mme Maryse Joissains-Masini, 4 de M. Marc Laffineur, 84 de M. Jacques Pélissard,*

216 de M. Serge Poignant, 85 de M. Jacques Pélissard, 242 de M. Philippe Vigier et 16 de M. Marc Laffineur.

Puis la Commission **accepte** l'amendement n° 108 de M. Dominique Perben. Après avoir **repoussé** l'amendement n° 17 de M. Marc Laffineur, elle **accepte** l'amendement n° 109 de M. Dominique Perben. Elle **repousse** ensuite les amendements n°s 18 de M. Marc Laffineur, 86, 87, 88, 89, 90 et 91 de M. Jacques Pélissard, 5 de M. Marc Laffineur, 92 de M. Jacques Pélissard, 217 de M. Serge Poignant, 243 et 292 de M. Philippe Vigier et 93 de M. Jacques Pélissard.

**Article 5 bis AA (nouveau)** (art. L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales) : *Modification des règles relatives au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée :*

*La Commission repousse l'amendement n° 94 de M. Jacques Pélissard.*

**Article 5 bis B** (art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010) : *Modalités d'unification au niveau de la métropole de la taxe foncière sur les propriétés bâties perçue par les communes membres :*

*La Commission repousse les amendements n°s 7 de M. Marc Laffineur, 33 de M. André Chassaigne, 95 de M. Jacques Pélissard, 218 de M. Serge Poignant et 244 de M. Philippe Vigier.*

*Puis elle accepte les amendements n°s 110 et 111 de M. Dominique Perben.*

**Article 5 quater** : *Dérogation temporaire au principe de continuité territoriale pour la création de métropoles :*

*La Commission repousse l'amendement n° 148 de M. Bernard Derosier.*

**Article 6** (art. L. 1111-4, L. 1211-2, L. 2333-67, L. 5211-5, L. 5211-12, L. 5211-19, L. 5211-28, L. 5211-41, L. 5211-56, L. 5813-1, L. 5813-2 et intitulé du chapitre III du titre Ier du livre huitième de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales, art. L. 301-3, L. 302-1, L. 302-5, L. 302-7 et L. 522-2-1 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 601-1 du code des ports maritimes, art. L. 134-1 du code du tourisme, art. 122-5 et L. 122-12 du code de l'urbanisme, article 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 11 de la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine) : *Coordinations résultant de la création des métropoles :*

*La Commission repousse les amendements n°s 13 de M. Marc Laffineur, 96 de M. Jacques Pélissard, 219 de M. Serge Poignant et 147 de M. Bernard Derosier.*

**Article 7** (titre III [nouveau] du livre septième de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales) : *Création et régime juridique des pôles métropolitains :*

*La Commission repousse l'amendement n° 168 rectifié de M. Bernard Derosier, puis adopte l'amendement de précision CL 1 du rapporteur.*

**Article 8** (chapitre III du titre I<sup>er</sup> du livre I<sup>er</sup> de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales) : *Création d'une commune nouvelle pouvant comporter des communes déléguées* :

*La Commission repousse les amendements n<sup>os</sup> 37 de M. André Chassaigne, 222 rectifié de M. Bernard Derosier, 97 de M. Jacques Pélissard, 223 et 221 de M. Bernard Derosier et 98 de M. Jacques Pélissard.*

*Puis, après avoir accepté l'amendement n<sup>o</sup> 112 de M. Dominique Perben, elle repousse les amendements n<sup>os</sup> 289 et 220 de M. Bernard Derosier.*

**Article 11** : *Maintien des règles actuellement applicables aux communes fusionnées* :

*La Commission repousse l'amendement n<sup>o</sup> 39 de M. André Chassaigne.*

**Article 12** (chapitre IV [nouveau] du titre I<sup>er</sup> du livre I<sup>er</sup> de la troisième partie du code général des collectivités territoriales) : *Regroupement de départements* :

*La Commission repousse l'amendement n<sup>o</sup> 293 de M. Michel Hunault.*

**Article 14 bis** (chapitre I<sup>er</sup> du titre III du livre III de la cinquième partie, art. L. 5332-2, L. 1211-2, L. 1615-2, L. 2334-4, L. 2531-12, L. 5211-12, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5321-1, L. 5321-5, L. 5333-1, L. 5333-2, L. 5333-3, L. 5333-4, L. 5333-4-1, L. 5333-5, L. 5333-6, L. 5333-7, L. 5333-8, L. 5334-2, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-8, L. 5334-8-1, L. 5334-8-2, L. 5334-9, L. 5334-10, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14, L. 5334-15, L. 5334-16, L. 5334-18, L. 5334-19, L. 5341-1, L. 5341-2, L. 5341-3, L. 5832-5 et L. 5832-8 du code général des collectivités territoriales, art. L. 302-7 et L. 302-8 du code de la construction de l'habitation, art. L. 554-1 du code de justice administrative, art. 1379, 1466, 1609 *nonies* B, 1609 *nonies* C, 1636 B *decies* et 1638 bis du code général des impôts, art. 123-8, L. 321-5 et L. 321-6 du code de l'urbanisme) : *Suppression de la catégorie des communautés d'agglomération nouvelle* :

*La Commission repousse l'amendement n<sup>o</sup> 245 de M. Bernard Derosier.*

**Article 18** (art. L. 5210-1-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales) : *Rattachement d'office d'une commune à un EPCI à fiscalité propre* :

*La Commission repousse les amendements n<sup>os</sup> 99 de M. Jacques Pélissard, 225 de M. Bernard Derosier et 65 de Mme Maryse Joissains-Masini.*

**Article 29** : *Adaptation de la carte des EPCI à fiscalité propre au schéma départemental de coopération intercommunale* :

*La Commission repousse les amendements n<sup>os</sup> 42 de M. André Chassaigne, 157 de M. Bernard Derosier, 100 de M. Jacques Pélissard, 227 et 226 de M. Bernard Derosier, 35 et 52 de Mme Maryse Joissains-Masini, 229 et 158 de M. Bernard Derosier, 101 de M. Jacques Pélissard et 230 de M. Bernard Derosier.*

Puis, après avoir **accepté** l'amendement n° 113 de M. Dominique Perben, la Commission **repousse** les amendements n°s 159 de M. Bernard Derosier, 102 de M. Jacques Pélissard et 232 de M. Bernard Derosier.

Enfin, la Commission **accepte** l'amendement n° 114 de M. Dominique Perben.

**Article 30** : *Adaptation de la carte des syndicats de communes et des syndicats mixtes au schéma départemental de coopération intercommunale* :

La Commission **repousse** l'amendement n° 43 de M. André Chassaigne, puis **accepte** l'amendement n° 115 de M. Dominique Perben.

La Commission **repousse** ensuite les amendements n°s 213 de M. Bernard Derosier, 103 de M. Jacques Pélissard, 214 et 290 de M. Bernard Derosier, 104 de M. Jacques Pélissard, 234 et 291 de M. Bernard Derosier, 105 de M. Jacques Pélissard et 235 de M. Bernard Derosier.

**Article 31** (article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales) : *Pouvoirs de police pouvant être transférés au président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre* :

La Commission **repousse** l'amendement n° 44 de M. André Chassaigne.

**Article 34 bis A** (article L. 5111-1 et L. 5111-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales) : *Mutualisation des services entre les collectivités territoriales et leurs établissements publics* :

La Commission **repousse** les amendements n°s 45 de M. André Chassaigne et 119 de M. Jean-Pierre Decool.

**Article 34 quinquies A** (article 1609 nonies C du code général des impôts) : *Règles de création de la commission d'évaluation des transferts de charges* :

La Commission **accepte** l'amendement n° 187 de M. Jean-Pierre Gorges.

**Article 35** : *Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés* :

La Commission **repousse** les amendements n°s 46 de M. André Chassaigne, 173 de M. Bernard Derosier, 190 de M. Joël Giraud, 286 et 252 de M. Bernard Derosier, 77 de M. Dominique Souchet, 149 et 253 de M. Bernard Derosier, 175 de M. Alain Rousset, 254, 255, 150, 183 et 257 de M. Bernard Derosier, 10 de M. Pierre-Morel-A-L'Huissier, 20 rectifié de Mme Henriette Martinez, 58 de M. André Chassaigne et 250 de M. Bernard Derosier.

Puis, après avoir **accepté** l'amendement n° 294 du Gouvernement, la Commission **repousse** les amendements n°s 176 de M. Alain Rousset, 258 et 284 de M. Bernard Derosier, 177 et 178 de M. Alain Rousset et 194 de M. François Sauvadet.

**Article 35 bis AA :** *Rapport sur les mesures d'adaptation à la montagne des dispositions relatives aux compétences des collectivités locales :*

*La Commission **repousse** les amendements n<sup>os</sup> 285 rectifié de M. Bernard Derosier, 282 de M. Joël Giraud et 281 de M. Vincent Descoeur.*

**Article 35 bis A** (art. 28 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales) : *Conditions de fermeture des aérodromes transférés aux collectivités locales :*

*La Commission **accepte** les amendements identiques n<sup>os</sup> 70 de M. Yves Fromion et 251 de M. Bernard Derosier.*

**Article 35 bis** (art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales) : *Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements :*

*La Commission **repousse** les amendements n<sup>os</sup> 59 de M. André Chassaigne, 174 de M. Bernard Derosier et 263 de M. Alain Rousset.*

**Article 35 ter** (art. L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales) : *Règles générales applicables au financement de projets locaux par les régions et les départements – Participation financière minimale des collectivités territoriales et de leurs groupements aux opérations d'investissement dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage :*

*La Commission **repousse** les amendements n<sup>os</sup> 60 de M. André Chassaigne, 259 et 261 de M. Bernard Derosier, 79 de M. Dominique Souchet, 262 et 265 de M. Bernard Derosier.*

*Puis, après avoir **accepté** l'amendement n° 116 de M. Dominique Perben, la Commission **repousse** l'amendement n° 179 de M. Alain Rousset.*

*Enfin, après avoir **accepté** l'amendement n° 278 de M. Dominique Perben, la Commission **repousse** les amendements n<sup>os</sup> 180 de M. Alain Rousset, 266 et 267 de M. Bernard Derosier.*

**Article 35 quater** (art. L. 1611-8 du code général des collectivités territoriales) : *Limitation du cumul de subventions départementales et régionales :*

*La Commission **repousse** les amendements n<sup>os</sup> 61 de M. André Chassaigne, 181 de M. Alain Rousset, 268 de M. Bernard Derosier, 80 de M. Dominique Souchet, 201 de M. Bernard Derosier, 6 de M. Pierre Morel-A-L'Huissier, 204, 203, 202 et 205 de M. Bernard Derosier.*

**Article 35 quinquies** (art. L. 3312-5 et L. 4311-4 du code général des collectivités territoriales) : *Publicité des subventions départementales et régionales au profit des communes :*

*La Commission **repousse** les amendements n<sup>os</sup> 62 de M. André Chassaigne et 182 de M. Alain Rousset.*

**Article 36 D** (articles 8, 9, 9-1 et 9-1 A [nouveau] de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988) : *Règles d'attribution de la première fraction de l'aide publique aux partis politiques :*

*La Commission **repousse** l'amendement n° 249 de M. Bernard Derosier.*

**Article 36 :** *Entrée en vigueur des dispositions relatives au conseiller territorial :*

*La Commission **accepte** l'amendement n° 117 de M. Dominique Perben.*

**Article 37 :** *Entrée en vigueur des dispositions relatives à l'élection et à la composition des conseils communautaires :*

*La Commission **repousse** l'amendement n° 64 de M. André Chassaigne.*

**Article 42 :** *Validation législative d'arrêtés de création ou de transformation d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte et d'arrêtés de transfert de compétences à un établissement public de coopération intercommunale ou à un syndicat mixte :*

*La Commission **repousse** l'amendement n° 207 de M. Bernard Derosier.*

*La séance est levée à 14 heures 45.*



## **Membres présents ou excusés**

*Présents.* - M. Étienne Blanc, M. Claude Bodin, M. Patrick Braouezec, M. Jean-Michel Clément, M. Bernard Derosier, M. Éric Diard, M. Olivier Dussopt, M. Guy Geoffroy, M. Philippe Gosselin, M. Philippe Goujon, M. Philippe Houillon, M. Michel Hunault, M. Sébastien Huyghe, Mme Maryse Joissains-Masini, M. Charles de La Verpillière, M. Bruno Le Roux, M. Thierry Mariani, Mme Sandrine Mazetier, M. Yves Nicolin, M. Dominique Perben, M. Patrice Verchère, M. Jean-Luc Warsmann

*Excusés.* - M. Abdoulatifou Aly, Mme Delphine Batho, Mme Danielle Bousquet, Mme Marietta Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Bernard Roman